



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service du commissariat des armées  
Plate-forme commissariat Est  
Division Achats Publics**

Location de récipients, collecte, pompage et traitement des déchets non dangereux (DND) et des déchets dangereux (DD) au profit de la Base de défense de Saint-Dizier-Chaumont et de ses sites rattachés

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Numéro de consultation : DAF\_2022\_000873

**Procédure de passation** : Appel d'offres ouvert

Article 1- DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT LA PRESTATION. ....	3
1.1 Objet du marché.....	3
1.2 Conditions générales d'exécution des prestations.....	6
Article 2 - MODALITES DES TACHES A EXECUTER.....	9
2.1 Périmètre des prestations.....	9
2.2 Nombre, capacité des récipients et tonnage estimatif annuel.....	11
2.3 Fréquence des ramassages .....	12
2.4 Pompage et nettoyage des cuves ou fûts à bonde .....	12
Article 3 - SUIVIS DES DECHETS .....	13
3.1 Enlèvement .....	13
3.2 Pesée .....	13
3.3 Etat mensuel.....	13
3.4 Documents relatifs aux déchets dangereux.....	13
3.5 Le registre des déchets .....	14

# **CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

## **Article 1 - DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT LA PRESTATION.**

### **1.1 *Objet du marché***

Le présent CCTP a pour objet de définir les différentes missions à accomplir par un opérateur économique, dans le cadre de la location de récipients, de la collecte et du traitement des déchets non dangereux (DND) et de la location de récipients, la collecte, le traitement, le pompage et le nettoyage des cuves, des déchets dangereux (DD) au profit de la Base de défense (BdD) de Saint-Dizier-Chaumont et de ses sites rattachés.

Les prestations se composent :

- De prestations programmées (besoins permanents de location et de collecte),
- De prestations à la demande :
  - Besoins permanents de location et collecte à la demande
  - Besoins de location et de collecte à la demande (prestations occasionnelles) ex. : mise en place d'une benne pour une période donnée)

Le marché se décompose en 5 lots :

- Lot 1 : Location, collecte et traitement des déchets non dangereux de la BA 113 et GSBdD – site principal - Route de Moeslains - 52113 SAINT-DIZIER ;
- Lot 2 : Location, collecte et traitement des déchets non dangereux du 61° RA - Quartier d'Aboville – 52900 CHAUMONT, situé à 80 km du site principal ;
- Lot 3 : Location, collecte et traitement des déchets non dangereux de l'EPMU - Brienne le Château - Route de Juvanzigny -10500 BRIENNE LE CHATEAU, situé à 40 km du site principal ;
- Lot 4 : Location, collecte et traitement des déchets non dangereux de l'ERSA Marolles - Avenue Alsace Lorraine 51300 VITRY LE FRANCOIS, situé à 30 km du site principal ;
- Lot 5 : Location, collecte, traitement et pompage des déchets dangereux de la BA 113 – 52113 SAINT-DIZIER (site principal) et l'EPMU -10500 BRIENNE LE CHATEAU situé à 40 km du site principal .

La typologie des déchets est pour les DND (déchets non dangereux) - liste non exhaustive :

#### Lots 1-2-3-4 : Déchets non dangereux :

- Déchets valorisables (carton, papier, plastiques en mélange) ;
- Bio-déchets ;
- Déchets ménagers;
- Cartons ;
- Verres ;
- Cagettes bois ;
- Bois ;
- Bois –palettes ;
- DIB ;
- Papiers-cartons ;
- Gravats ;
- Plastiques ;
- Métal ;
- Végétaux ;
- Papiers (déchets listing) ;
- Papier blanc (bureaux) ;
- Emballages cartonnés de restauration ;
- Emballages métalliques de restauration (conserves, canettes,) ;
- Emballages plastiques de restauration (seaux, bouteilles...) ;
- Sciure et copeaux de bois ;
- Déchets en mélange ;
- Bois-caisses ;
- Vêtements ;
- Huile alimentaire ;
- Archives
- Fibre de verre.

Sont exclus tous les déchets classés dangereux selon la liste prévue à l'article R.541-7 du code de l'environnement.

La typologie des déchets est pour les DD (déchets dangereux) - liste non exhaustive :

#### Lot 5 : Déchets dangereux :

- Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminées par de tels résidus; -
- Boues peinture et vernis ;

- Absorbants, matériaux filtrants (y compris filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses;
- Filtres à huile;
- Gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses;
- Liquide Gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses de freins ;
- Accumulateurs au plomb ;
- Accumulateurs NI – Cd ;
- Piles contenant du mercure
- Ampoules ;
- Matériels souillés standards (flexibles hydrauliques) ;
- Matériels souillés standards (sachets absorbants) ;
- Matériels souillés standards (chrome 6) ;
- Ampoules
- Tube fluorescents
- Eaux souillées non chlorées ;
- Poudres non chlorées (poudre extincteur)
- Produits de laboratoire standards ;
- Pâteux non chlorés ;
- Déchets contenant des hydrocarbures ;
- Huiles Liquide de refroidissement ;
- Liquide de refroidissement ;
- Solvants ;
- Déchets d'emballage de munitions utilisées (déchets souillés non explosifs)
- Peinture encre contenant des substances dangereuses ;
- Absorbants, matériaux filtrants (y compris filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses
- Bois traités contenant des substances dangereuses ;
- Huile hydraulique ;
- Liquide de frein ;
- Huile moteur ;
- Antigel.

Sont concernés les DD (déchets dangereux) définis à la liste prévue à l'article R.541-7 du code de l'environnement relative à la classification des déchets, et identifiés par un astérisque. Le titulaire devra respecter la réglementation environnementale en vigueur.

## **1.2 Conditions générales d'exécution des prestations**

### **1.2.1 Mise à disposition permanente de contenants**

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire met à disposition des bénéficiaires les matériels nécessaires adaptés aux déchets listés et au mode de collecte proposés et conformes à la réglementation en vigueur. En aucun cas, le bénéficiaire, sauf cas de force majeure, ne peut déplacer les matériels ne lui appartenant pas, sans un accord écrit du titulaire.

Le titulaire pourra le cas échéant intégrer dans sa tournée des bacs appartenant à l'administration. Il sera responsable des dommages occasionnés à ceux-ci dans les conditions de l'article 9.4 du CCAP. En cas de défectuosité du matériel, il avertira sans délai le responsable de l'emprise ou son représentant.

### **1.2.2 Mise à disposition temporaire de contenants**

En cas de besoins supplémentaires de contenants pour les déchets prévus ou de contenants nécessaires pour des déchets non répertoriés par les organismes bénéficiaires, l'autorité chargée du suivi de l'exécution du marché peut demander, par tout moyen permettant d'attester de la date, de procéder à la mise en place de ces contenants et à leur collecte. Le titulaire est tenu de mettre en place les contenants adaptés à la nature des déchets, dans les délais stipulés à l'article relatif à l'émission et l'exécution des bons de commande du CCAP. Pour les déchets non répertoriés, le dispositif prévu à l'article 9.7 du CCAP s'appliquera.

### **1.2.3 Nettoyage et entretien**

A l'exception de ceux appartenant au bénéficiaire, le titulaire est responsable de la maintenance de l'ensemble des matériels qu'il affecte à l'exécution de la prestation. Il est tenu de les remplacer en cas de défectuosité ou de mises aux normes, dès constatation faite en commun avec le service bénéficiaire et dans les délais demandés par celui-ci. Il en assure le nettoyage et la désinfection 1 fois par an sur site ou dans les locaux du titulaire selon les moyens dont il dispose, et récupère les eaux de lavage avant rejet des effluents pour traitement. Pour cela, le titulaire précise dans son offre s'il dispose d'une aire de lavage ou d'une station de lavage mobile avec récupération des eaux usées.

Le titulaire est responsable de dommages causés aux bacs appartenant aux bénéficiaires lors de l'exécution de ses prestations. En cas de défectuosité du matériel, il avertira sans délai le responsable de l'emprise ou son représentant.

Une fiche d'exécution sera établie et fournie par le titulaire après chaque intervention de réparation, de remplacement ou de renouvellement des contenants. Celle-ci sera remise à la personne chargée du suivi de l'exécution du marché ou à son représentant (chargé de prévention ou chargé d'environnement).

### **1.2.4 Remplacement du matériel**

Le titulaire doit toujours disposer d'un matériel adapté à la nature des déchets en parfait état de

fonctionnement et assurer à cet effet toutes les opérations d'entretien, de réparation et de renouvellement.

En cas de panne du véhicule assurant la collecte, le titulaire est tenu, sans supplément de prix, d'assurer la prestation dans un délai de vingt-quatre heures.

En cas d'impossibilité d'utilisation d'un contenant à la suite d'un problème technique quelconque, le titulaire s'engage à remplacer le matériel défectueux, à ses frais, par un équipement équivalent dans un délai de quarante-huit heures.

Si l'échéance du délai tombe un samedi, dimanche ou jour férié, le remplacement aura lieu le premier jour ouvré suivant.

Si l'impossibilité d'utilisation est imputable au bénéficiaire, les frais de remplacement ou de remise en état seront à la charge de ce dernier. Pour les frais de remplacement, il sera tenu compte de la vétusté du matériel défectueux.

### **1.2.5 Marquage des contenants dans le cadre du tri sélectif**

Le titulaire doit porter sur chacun des contenants, à l'exception de ceux appartenant au bénéficiaire, la mention des détritiques qui pourront y être déposés, par le biais d'un croquis ou pictogramme). Ce marquage devra résister aux intempéries et aux chocs et être remplacé en cas de besoin.

Pour les lots 1, 2, 3 et 4, les couvercles des bacs dédiés aux déchets ménagers doivent obligatoirement être d'une couleur différente de celle dédiée aux déchets valorisables (Le bac à couvercle jaune réservé au tri des déchets valorisables).

En cas d'erreur de tri pour les déchets soumis à obligation de tri, constatée de façon contradictoire par le titulaire et les bénéficiaires, le titulaire est autorisé à appliquer :

- pour la portion inférieure à 20% du volume du récipient collecté, le prix de traitement des DIB prévu au marché ;
- pour la portion supérieure à 20% du volume du récipient collecté, le prix de déclassement figurant dans la FTVE qui se substitue au prix de traitement en centre de tri prévu au marché.

### **1.2.6 Mise en place d'un compacteur (lot n°4)**

Dans le cadre de la mise en place d'un compacteur sur l'emprise de la BdD, un contrat de maintenance est rédigé. Il précise les modalités de contrôles et de visites réglementaires.

Le titulaire doit assurer le nettoyage des abords de manière à maintenir la zone de ramassage propre.

Le titulaire doit :

- assurer une formation à l'utilisation et aux mesures de sécurité de cet équipement au personnel utilisateur,
- assurer l'entretien et la maintenance de l'équipement ;
- préciser les conditions d'installation de l'équipement (encombrement, énergies nécessaires).

L'Etat sera responsable de tout dommage causé au matériel mis à sa disposition du fait de son personnel et/ou ses biens.

### 1.2.7 Contrôle du matériel

Le titulaire procédera tous les 3 mois à une visite de contrôle des véhicules utilisés et des systèmes de compactage pour effectuer la prestation conformément à la réglementation en vigueur. Un compte rendu sera établi par le titulaire et communiqué à l'autorité chargée du suivi de l'exécution du marché. Ce dernier transmettra ce compte rendu à la PFC E à l'appui du compte rendu trimestriel.

### 1.2.8 Collecte et évacuation

Le titulaire est responsable des dommages causés aux bacs appartenant aux bénéficiaires lors de l'exécution de ses prestations.

En cas de défectuosité du matériel, il avertira sans délai le responsable de l'emprise ou son représentant.

La collecte et l'évacuation des déchets sont exécutées au moyen de véhicules automobiles adaptés et conformes à la réglementation, notamment en ce qui concerne les éléments nocifs et/ou dangereux pour l'homme et l'environnement.

Concernant les déchets dangereux, le transport de marchandises dangereuses par route est réglementé par un accord européen (« ADR ») conclu le 30 septembre 1957 et l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestre (« TMD »).

La manutention des conteneurs (enlèvement et déchargement aux emplacements prévus), même ceux qui sont propriété de la formation bénéficiaire, est à la charge exclusive de la société titulaire. Elle doit donc posséder les camions et autres matériels nécessaires.

Toutes les précautions et mesures préventives sont prises par le titulaire pour que les déchets ne puissent en aucun cas s'échapper de leur contenant pendant le chargement et le transport.

Le titulaire doit informer le GSBdD, de toute anomalie qui pourrait nuire à la sécurité de l'enlèvement et du transport des déchets, et à la protection de l'environnement (risques d'épandage...).

Les récipients une fois entièrement vidés sont ensuite déposés à l'emplacement prévu.

Le titulaire assure la propreté des contenants et des abords immédiats ainsi que leur bon fonctionnement.

Concernant les bacs destinés aux bio déchets le titulaire procédera, une fois le bac vidé, à la mise en place de nouveaux sacs biodégradables. (En fonction du mode de traitement (centre de compostage agréé ou centre de méthanisation avec broyage par déconditionneur).

### 1.2.9 Garantie de traitement conforme à la réglementation

Le titulaire du marché s'engage à éliminer chaque nature de déchets par un type de traitement conforme au code de l'environnement et d'une manière générale à toute réglementation qui entrerait en application au cours du marché.

Concernant les déchets dangereux et conformément aux dispositions des articles L541-1 et L541-2 du code de l'environnement, seuls les déchets ultimes, c'est-à-dire ne pouvant plus subir aucune



opération de valorisation ou de recyclage, peuvent être stockés et éliminés (par incinération, traitement physico-chimique) dans les Centres de Stockages des Déchets ou résidus Ultimes, ou dans des centres spécialisés (pour confinement s'il y a lieu). Les autres déchets dangereux devront donner lieu à une valorisation matière (par régénération, distillation, décantation, centrifugation, traitement physico-chimique), énergétique ou agricole.

**Toute première collecte d'un type de déchet doit faire l'objet d'une analyse en laboratoire afin d'obtenir un certificat d'acceptation préalable (CAP).**

Une copie sera remise au chargé de prévention du site concerné.

Dans le cas particulier du traitement des déchets de munition de type emballages identifiés par un astérisque dans la FTVE, le titulaire est tenu après chaque collecte, de fournir un certificat de dénaturation avant traitement, attestant de sa réalisation.

**En aucun cas, le titulaire ne peut changer la destination et le type de traitement des déchets sans en avoir averti le GSBdD et obtenu l'accord du pouvoir adjudicateur.**

Le titulaire doit être en mesure d'éliminer efficacement et réglementairement les déchets collectés.

### **1.2.10 Démarche qualité et environnementale**

En début de marché, le titulaire, mettra en place une formation au tri des bio-déchets pour le personnel des organismes de restauration.

Au cours de la validité du marché et au moins une fois par an, le titulaire fournira aux organismes bénéficiaires des prestations, un bilan annuel à partir duquel il établira les ratios proposés dans son offre ainsi qu'un plan de progrès.

Ce dernier devra comporter :

- des axes d'amélioration de la démarche environnementale dans la gestion globale des déchets ;
- des actions de sensibilisation au tri sélectif des bio-déchets et au gaspillage alimentaire,
- des nouveautés techniques permettant de réduire les coûts du tri et de la valorisation des déchets produits.

Toutes ces propositions feront l'objet d'une étude par le GSBdD avant transmission au pouvoir adjudicateur, pour validation et éventuellement établissement d'une modification de contrat.

## **Article 2 - MODALITES DES TACHES A EXECUTER**

### **2.1 Périmètre des prestations**

Les prestations à effectuer sont celles décrites dans la FTVE, jointe à l'acte d'engagement. Elle porte sur le nombre, la capacité des récipients et les fréquences de collecte. Il est rappelé que pour les lots 1, 2, 3, 4 et 5, les spécificités suivantes doivent être respectées en cas de proposition de variante retenue :

- Répartition géographique des conteneurs ou respect du nombre de points de collecte au sein de chaque unité,

#### **Lot 1 : BA 113 :**

- Présence d'une déchetterie ;
- Respect du dispositif pour les bio déchets (nombre, type de bacs et fréquence: 3 bacs 2 fois par semaine ;
- Les bacs dédiés aux bio déchets doivent respecter les dimensions des locaux réfrigérés ;
- Respect du dispositif pour les déchets ménagers et valorisables (nombre, type de bacs et fréquence pour les 103 bacs 660 L et 134 bacs 340 L respectifs, 1 ramassage hebdomadaire.

#### **Lot 2 : 61°RA Chaumont :**

- Respect du dispositif pour les bio déchets (nombre, type de bacs et fréquence 3 bacs bio déchets 1 ramassage semaine ;
- Les bacs dédiés aux bio déchets doivent respecter les dimensions des locaux réfrigérés ;
- Respect du dispositif pour les déchets ménagers et valorisables (nombre, type de bacs et fréquence 45 bacs et 31 bacs respectifs, 1 tournée hebdomadaire).

#### **Lot 3 : EPMU Brieenne :**

- Présence d'une déchetterie ;
- **Destruction de déchets issus d'emballages de munitions via semi-remorque pour broyage, recyclage ou valorisation ;**

#### **Lot 4 : Marolles :**

- Présence d'une déchetterie

#### **Lot 5 : BA 113 et EPMU Brieenne**

##### **Base Aérienne 113 – Saint-Dizier :**

Existence de cuves :

- Collecte et traitement pour l'ensemble des cuves d'un même type de déchets n'autorisant pas la proposition d'un autre dispositif :

Cuve pour les huiles :

- 1 cuve de 10 000 litres ;
- 1 cuve de 4 000 litres ;
- 1 cuve de 3 000 litres ;
- 1 cuve de 800 litres.

Cuve pour le liquide de refroidissement :

- 1 cuve de 3 000 litres ;
- 1 cuve de 5 000 litres.

Cuve pour les solvants :

- 4 cuves de 4000 litres ;
- 1 cuve de 3 000 litres.

Collecte et traitement à la cuve pour un même type de déchets :

Cuve pour les huiles :

- 1 cuve de 10 000 litres ;
- 1 cuve de 4 000 litres ;
- 1 cuve de 3 000 litres ;
- 1 cuve de 800 litres.

Cuve pour les solvants :

- 1 cuve de 3 000 litres ;
- 1 cuve de 4 000 litres.

Cuve pour le liquide de refroidissement :

- 2 cuves de 3 000 litres ;
- 1 cuves de 5 000 litres.
- 

EPMU – Brienne le Château : Existence de cuves :

Cuve enterrées pour les huiles usagées (huile moteur) :

- 1 cuve de 1 200 litres ;

Transi cuve pour les huiles hydrauliques :

- 1 cuve de 1 m<sup>3</sup> ;

Transi cuve pour les liquides de frein :

- 1 cuve de 1 m<sup>3</sup> ;

Transi cuve pour l'antigel :

- 1 cuve de 1 m<sup>3</sup>

## **2.2 Nombre, capacité des récipients et tonnage estimatif annuel**

Le nombre et la capacité des récipients ainsi que les tonnages estimatifs annuels par nature de déchets sont précisés dans les FTVE.

Tous les conteneurs sont mis en place par le titulaire, à l'exception de ceux appartenant aux unités bénéficiaires. Leurs lieux d'implantation sont précisés sur le plan qui sera remis lors de la visite du site.

Les bons de pesées, établis à l'enlèvement des déchets feront seuls foi pour arrêter les quantités réellement collectées par type de déchets.

Concernant l'enlèvement des contenants pour les DD, le titulaire effectuera le remplacement des contenants pleins par le même type de contenants vides. Ce remplacement aura lieu immédiatement à la collecte si la mise à disposition de ces contenants est permanente.

## **2.3 Fréquence des ramassages**

Les prestations doivent s'exécuter durant les heures ouvrables, à savoir :

entre 08h30 à 17h00 du lundi au jeudi, et de 8h30 à 11h30 le vendredi pour tous les sites,

Aucune intervention ne s'effectue les samedis, dimanches et jours fériés.

En cas de fermeture exceptionnelle du site, dont les dates sont fixées par le GSBdD, les prestations seront effectuées la veille, sauf accord conjoint avec le titulaire.

Le nombre estimatif de collectes par nature de déchets est précisé dans les FTVE.

Un planning exact des jours de ramassage par nature de déchets sera établi conjointement entre le titulaire et le GSBdD, après prise en compte des spécificités de chaque site lors de la visite préalable.

Concernant les ramassages prévus à la demande, dès que la capacité maximale d'un ou de plusieurs contenants est atteinte, l'autorité chargée du suivi de l'exécution du marché transmet au titulaire du marché, par courriel, un bon de commande avec la liste des déchets à éliminer. La prestation sera effectuée dans un délai de 5 jours ouvrés après émission du bon de commande par le GSBdD, ou à la date de début d'exécution précisée sur le bon de commande, ou en cas d'intervention d'urgence éventuelle, le délai est ramené à 2 jours, après entente entre les parties par courriel avec AR.

Si l'échéance du délai tombe un samedi, dimanche, jour férié ou de fermeture exceptionnelle du site, l'échéance est reportée au premier jour ouvré suivant.

## **2.4 Pompage et nettoyage des cuves ou fûts à bonde**

Concernant les déchets stockés dans des cuves, les opérations de collecte comprennent systématiquement :

le pompage des cuves/bidons ;

le nettoyage des cuves/bidons ;

le pompage et nettoyage des bacs de rétention.

Concernant les cuves enterrées, pompage et nettoyage une fois tous les 3 ans.

## **2.5 Recyclage des déchets de tir de type emballages de l'EPMu de Brienne**

## **le Château (lots 3 et 5) (cf article 1.2.9 du CCTP)**

Un bon de destruction sera établi (lots 3 et 5) ainsi qu'un BSD (lot 5) en utilisant la plate forme Trackdéchets conformément à l'article 3.4.

## **Article 3 - SUIVIS DES DECHETS**

### **3.1 Enlèvement**

Au terme de chaque enlèvement le titulaire remet à l'autorité responsable du suivi de l'exécution du marché, un bon d'enlèvement. Il comporte la date de l'enlèvement, le site concerné, le type et le nombre de conteneur, la nature des déchets et le numéro d'identification du véhicule utilisé. Ce document, en double exemplaire, est signé par le représentant du titulaire et contresigné par le responsable de l'exécution du marché sur le site ou son représentant. Chaque partie conserve un exemplaire.

En cas de prestation « à la demande », le bon d'enlèvement doit faire référence au bon de commande correspondant.

### **3.2 Pesée**

Le ticket de pesée indique le poids réel des déchets.

Le titulaire transmet à l'autorité chargée du suivi de l'exécution du marché le ticket de pesée sur lequel sont mentionnés le type et le poids de déchets enlevés, par site concerné.

Dans le cas de moyen équipé de système de pesée embarqué, le ticket est remis lors de la sortie du site, et doit permettre clairement l'identification du poids et du type de déchets enlevé sur le site.

Dans le cas d'autre moyen de pesée proposé dans son offre et accepté par le pouvoir adjudicateur, le titulaire doit produire les documents permettant de façon certaine l'identification du poids et du type de déchets enlevés sur les sites.

Dans le cas de conteneurs appartenant aux formations, le système de pesée proposé devra également être adaptée à ces dits conteneurs.

### **3.3 Etat mensuel**

Le titulaire remettra au bénéficiaire un état mensuel indiquant les dates d'enlèvement, le type et le nombre de contenant vidés, le type de déchets, le lieu de vidage et le tonnage. S'il y a lieu, le titulaire fera apparaître les numéros des bordereaux de suivi des déchets.

### **3.4 Documents relatifs aux déchets dangereux**

- 3.4.1 Dispositif d'émission des BSD

Le bordereau de suivi des déchets (BSD) est émis par le GSBdD par le biais de l'application TRACKDECHETS pour le titulaire et **doit lui revenir impérativement dans un délai de :**

- **1 mois si le déchet est directement expédié à une installation finale,**
- **3 mois s'il passe par un centre de regroupement.**

Ce délai court à compter de la date de prise en charge des déchets. Le BSD permet au GSBdD de s'assurer de la traçabilité des déchets dangereux et de constituer une preuve de leur élimination. Le traitement subi doit y être mentionné.

Il doit être renseigné et visé par chacun des intermédiaires (producteur, collecteur, transporteur et exploitant de l'installation destinataire qui peut être un centre d'élimination, de regroupement ou de prétraitement) au moment de la prise en charge des déchets.

Si aucun traitement des déchets n'a été réalisé dans une période satisfaisante (1 et 3 mois), le titulaire adresse un nouveau bordereau au service du GSBdD ayant transmis le BSD, stipulant le devenir des déchets.

Les pénalités mentionnées à l'article 9.9.1 seront appliquées pour tout retard de transmission des BSD.

Si l'organisme qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, le titulaire doit en aviser sans délai le service du GSBdD ayant transmis le BSD en lui adressant une copie du bordereau de suivi mentionnant le motif du refus.

Pendant toute la durée du marché, le titulaire s'engage à avertir le responsable de l'exécution du marché de toutes les incidences susceptibles de modifier les procédures d'élimination.

Le BSD doit être conservé pendant cinq ans et présenté sur demande des instances de contrôles.

#### - 3.4.2 Dématérialisation des registres des déchets et de la transmission des BSD

Le titulaire devra se conformer aux dispositions du décret 2021-321 du 25 mars 2021 portant sur l'obligation de transmission des données au registre national des déchets et celles relatives à la dématérialisation des bordereaux de suivi des déchets, entré en vigueur au 01/01/2022.

La plateforme TRACKDECHET (système de gestion des bordereaux de suivi des déchets) est une application libre d'utilisation et gratuite mise à disposition pour assurer la traçabilité des déchets

### **3.5 Le registre des déchets**

Au sens des dispositions de l'article R541-43 du code de l'environnement, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants et les exploitants des installations de transit de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets.

Afin d'assurer la traçabilité des déchets, le service désigné du GSBdD tiendra obligatoirement ce registre dont le contenu est fixé dans l'arrêté du 29 février 2012.

Ce registre est conservé pendant au moins 3 ans.

Le titulaire transmettra à chaque bénéficiaire (producteur de déchets) les attestations telles que prévues aux articles D.543-284 (papier, métal, plastique, verre, bois, papier de bureau) et D.543-226-2 (bio-déchets) du code de l'environnement. Elle sera établie par site une fois par an avant le 31 mars.

**FIN DU DAF\_2022\_000873**